Daniel Bensaïd

Dans des textes récemment réédités, antérieurs à la Première Guerre mondiale, André Suarès écrivait : « Ni le dieu de la guerre, ni le lâche dieu du commerce et de la finance ne peuvent faire l'ordre dans le monde et lui donner la paix[1]. » Dans un texte de la même période, il prophétisait : « Bientôt, ceux qui possèdent feront un seul parti ; et un autre, ceux qui n'ont rien. Et puis, la guerre. »

Et puis la guerre… Nous y sommes.

Dans une guerre doublement annoncée.

Dès la chute du mur de Berlin, l'équilibre instable du monde établi par les tractations de Yalta et de Postdam était rompu. Un nouveau partage des territoires, des zones d'influence, des ressources énergétiques et des routes stratégiques était à l'ordre du jour. Dès août 1990, les cerveaux fertiles du Pentagone révisaient leur doctrine militaire, avec pour mission le maintien de l'ordre impérial contre les turbulences prévisibles du Sud. Depuis douze ans, cette réorganisation du monde suit son cours, de guerre en guerre, sans interruption. Nous n'avons aucune indulgence envers les régimes despotiques de Milosevic, du mollah Omar, ou de Saddam Hussein. Mais, de même qu'un train peut en cacher en autre, une menace totalitaire peut en cacher une autre, et l'ennemi que l'on croyait secondaire se révéler principal : au nom des droits de l'homme et des interventions humanitaires, l'impérialisme conquérant a ainsi légitimé l'usage de sa force.

Les discours prononcés par Georges W. Bush dès le lendemain des attentats de Manhattan s'inscrivent dans la continuité de ce nouvel ordre impérial. Mais ils ouvrent une étape nouvelle en décrétant la planète entière en état d'exception et permanente, au nom d'une lutte illimitée contre le « terrorisme » sans frontière.

Dès lors, les légions se mettaient en marche contre « l'axe du Mal » et l'invasion de l'Irak était programmée. Coup de poker, intervention à haut risque : déstabilisation d'une région entière, déplacement des alliances, effets dominos sur la Turquie et le Kurdistan, impact sur le conflit israélo-palestinien, redéfinition des relations entre les États-Unis et l'Europe, crise ouverte du droit et des institutions internationales, etc. Pour que ce risque soit assumé par les dirigeants américains, il fallait que les enjeux soient à la hauteur de la mise.

L'enjeu pétrolier a été largement souligné. Dans les années à venir, la consommation pétrolière étasunienne devrait approcher les deux tiers de la production mondiale. Il est donc vital d'assurer l'approvisionnement, de sécuriser les voies de transport, de contrôler les prix. Les Folamour de la Maison Blanche prétendent apporter la démocratie sans phrase au Moyen-Orient, mais il n'est pas question que les populations locales puissent revendiquer démocratiquement le contrôle souverain de leurs richesses naturelles. Pétrole oblige.

L'enjeu économique est également évident. La relance des budgets militaires et de l'industrie d'armement permet à l'État d'investir massivement dans une production (d'armes et de munitions) dont la consommation improductive n'exige pas une augmentation de la demande solvable finale (par création d'emploi et par accroissement de la masse salariale). Les États-Unis sont désormais une superpuissance militaire au socle d'argile. L'endettement public et privé y atteint des niveaux records. Le déficit commercial annuel s'élève à 500 milliards de dollars. Le nombre de faillites enregistré au cours de la dernière année est équivalent au total des faillites des deux dernières décennies. La chute fracassante de la maison Enron symbolise la banqueroute économique, sociale, et morale de la nouvelle économie spéculative. En revanche, le budget de défense étasunien flirte avec les 400 milliards de dollars annuels (à comparer avec les dix malheureux milliards réclamés en vain par la conférence de Barcelone sur le sida, ou avec les 100 milliards estimés nécessaires par la conférence de Kyoto pour faire face à la crise de plus en plus tragique de l'approvisionnement mondial en eau potable). Au septième jour de la guerre, la Maison Blanche réclame déjà une rallonge budgétaire de 75 milliards.

L'enjeu géopolitique est éclatant. L'installation à Bagdad d'un régime docile à l'empire de toutes les vertus, bouleverserait la carte de la région, établirait une place forte au carrefour de l'Asie centrale et du Moyen-Orient, créerait une ligne de contention face un éventuel expansionnisme chinois. De plus, l'essoufflement de l'accumulation capitaliste à l'échelle mondiale manifeste une crise profonde de la régulation marchande et peut déboucher sur une crise historique de civilisation. Les mesures de relance ordinaires, préconisées par les apothicaires de Davos, ne suffiraient pas à surmonter le marasme. Les conditions pour initier une nouvelle période de croissance durable sont d'une autre ampleur. Elles exigeraient une modification radicale des rapports de forces entre classes, un nouveau partage des territoires, de nouveaux dispositifs juridiques et institutionnels. Un chambardement de cette envergure ne se négocie pas à froid, sur le tapis vert des chancelleries. Il s'opère par le fer et par le feu des champs de bataille. À l'époque de la mondialisation marchande, la « guerre sans frontière », illimitée dans le temps et dans l'espace, déclarée par G.W. Bush, devient ainsi une guerre globale.

Les tensions apparues entre les États-Unis et une partie des États européens s'inscrivent dans cette logique du désordre. Si l'Union européenne demeure

à ce jour un espace monétaire politiquement gélatineux, à moyen terme, l'euro pourrait émerger à terme comme une monnaie concurrente du dollar. Plus des deux tiers du commerce mondial sont aujourd'hui facturés en dollar et l'euro reste une monnaie d'échange principalement continentale. Mais les stratèges étasuniens, conscients des faiblesses d'un empire menacé par le poids de ses conquêtes, entendent prendre les devants pour empêcher l'émergence d'un impérialisme concurrent. Mise au pied du mur par une sorte d'ultimatum – « Qui n'est pas avec nous est contre nous », a prévenu G.W. Bush –, l'Union européenne, déjà en difficulté devant l'épineuse question de l'élargissement, est en proie aux tendances centrifuges. D'autant que le mythe d'une alliance de l'Occident contre les « barbaries » orientales a perdu de sa crédibilité, en dépit des nouveaux mythes de la croisade anti-terroriste ou du choc des civilisations.

La nature des armements, les rapports de force mondiaux, et la maximisation des risques encourus, interdisent d'envisager un affrontement armé ouvert entre les pôles impérialistes. Mais il serait faux de croire que les rivalités inter-impérialistes ont été résorbées dans un ultra-impérialisme unique ou dans un super-impérialisme exerçant une domination sans partage. Sur le plan économique et commercial, les rivalités demeurent, et la crise économique et financière est susceptible de les aiguiser davantage encore. Pour l'heure, la violence est cantonnée à la périphérie, dans des zones stratégiques où les uns et les autres avancent leurs pions dans des guerres obliques déclenchées sur le « limes ».

Les raisons de la dissidence diplomatique franco-allemande envers le leadership américano-britannique sont multiples. Il en va des intérêts propres des uns et des autres, mais aussi de conceptions différentes du grand jeu diplomatique et institutionnel international, ou des visions différentes de la construction européenne. Engagés dans la précédente guerre du Golfe comme dans celles des Balkans, ces pays ne se sont pas opposés frontalement à la logique de guerre. Ils en ont contesté les modalités et la légitimité juridique. Divisant l'autorité impériale, ils ont ainsi contribué à élargir l'espace dans lequel s'est engouffré un mouvement anti-guerre puissant, avant même le début de l'intervention militaire déclarée.

Il était légitime, de la part du mouvement contre la guerre, d'exploiter ces contradictions, tout en développant les raisons de fond d'une opposition à cette guerre, « avec ou sans l'ONU ».

Dans la guerre globale illimitée, les buts de guerre deviennent flous et infiniment variables : désarmer l'Irak, renverser Saddam, instaurer « la démocratie » dans la région, éradiquer le terrorisme ? Cette guerre n'a ni début ni fin. Elle ignore le droit international comme elle ignore les souverainetés et les frontières. Elle doit donc revendiquer un impératif catégorique supérieur aux chicanes juridiques. Les formules paradoxales de « la guerre éthique » ou de la « guerre humanitaire » ne sont donc pas tombées du ciel. Une guerre des valeurs n'est plus une guerre politique, dans laquelle des ennemis prennent le risque réciproque d'une lutte à mort. C'est une guerre sainte, menée au nom du Bien, qui prétend tracer une nouvelle ligne de partage entre l'humain et l'inhumain, et ravaler l'adversaire au rang de monstre. Le titre du journal britannique *The Sun*, présentant à la une les images des soldats américains capturés par les Irakiens lors des premiers combats, est à ce titre tristement exemplaire : « À la merci des sauvages ! ».

Dans le sillage de la logique de guerre vient celle des législations d'exception. Les lois liberticides adoptées par le Congrès américain comme par le Parlement européen, l'extradition honteuse de Paolo Persichetti livré par la France aux autorités italiennes, la mise hors la loi de Batasuna, la multiplication de procès contre des syndicalistes, s'inscrivent dans cette même fuite en avant autoritaire et sécuritaire. Il ne s'agit plus seulement de la « guerre préventive » officialisée par la doctrine du Pentagone, mais d'une sorte de contre-révolution préventive.

Il est en effet impressionnant de voir comment les manifestants de Florence ou de Porto Alegre ont spontanément établi un lien organique entre l'accumulation capitaliste mondialisée et la montée du nouveau militarisme impérial. Leur mouvement n'a cessé de s'élargir sans perdre le moins du monde en enthousiasme et en radicalité.

Les grandes manifestations du 15 février à l'échelle mondiale ont constitué, avant même le début des opérations militaires directe, une première mondiale : celle de la globalisation des résistances à la guerre globale et à la privatisation du monde. Cette déferlante ne pouvait empêcher la guerre. Mais elle contribue à en maximiser le coût politique. Car la guerre met à nu la logique intime d'un système et son potentiel de barbarie. L'heure est certes encore aux résistances, mais la question des alternatives aux désordres meurtriers du monde tel qu'il va revient sur le tapis.

Comme l'écrit Slavoj Zizek : « Le 11 septembre 2001, les tours jumelles ont été frappées. Douze ans auparavant, le 9 novembre 1989, le mur de Berlin était tombé. Ce 9 novembre inaugurait les années béates de la décennie et annonçait la fin de l'histoire rêvée par Fukuyama. La démocratie libérale avait triomphé. Les seuls obstacles restants à ce happy-end hollywoodien étaient d'ordre accidentel et conjoncturels. Le 11 septembre est au contraire le symbole de la fin des béatitudes clintoniennes. Le spectre d'une nouvelle crise globale se profile à l'horizon. »

Perry Anderson[2] a développé, dans un article de la *London Review of Books*, ses doutes sur la dynamique du mouvement naissant contre la guerre. Le discours dominant des oppositions à la guerre se situerait sur le même terrain que celui des partisans de la guerre, reprochant seulement aux dirigeants américains de prendre des décisions d'opportunité et non de principe, de faire « deux poids de mesures », selon qu'il s'agit de l'Irak ou de la Corée du Nord. Ils contestent les modalités de cette guerre plutôt que ses mobiles. Leur position fluctue au gré des circonstances.

Perry Anderson affirme sur le ton de la provocation que « le dossier de Bush » face à ses détracteurs est solide. L'unilatéralisme étasunien n'est en effet pas si nouveau. En 1998, Madeleine Allbright déclarait au *Monde*, au nom de l'administration Clinton : « C'est évidemment très bien quand l'Otan et l'Onu peuvent agir de concert. Mais l'Alliance ne peut être l'otage du veto de tel ou tel pays contre une opération (...) Il me semble qu'il est donc très important pour nous d'être capables d'agir quand c'est nécessaire, tout en essayant d'obtenir le soutien de l'Onu quand c'est possible. » (*Le Monde*, 9 décembre 1998). À l'impossible donc, nul n'est tenu. Multilatéralisme d'opportunité, et unilatéralisme de principe : la dialectique est bien rodée.

Pour Anderson, la doctrine officialisée de la « guerre préventive » marque bien un palier, mais la pratique avait devancé la théorie (avec les interventions israéliennes en Palestine, le bombardement du réacteur Osirak, le bombardement sur le Soudan, le débarquement à Panama, etc.). Au niveau des gouvernements s'opposant à la guerre, nul ne conteste en effet véritablement la légitimité du Conseil de Sécurité comme représentant d'une « communauté internationale » largement imaginaire. Le principe du droit d'ingérence n'est guère contesté, même s'il est souhaitable de l'avaliser par une bénédiction formelle de l'Onu. Nul enfin ne discute sur le fond la problématique de la non-prolifération, présupposant pourtant que les détenteurs reconnus des armes de destruction massive (atomiques et chimiques) forment, en tant que vainqueurs des précédents conflits, un club fermé de sages qui peuvent s'octroyer unilatéralement le monopole de la terreur face à de nouvelles puissances émergentes.

Posture hypocrite et rhétorique de « faux-culs », conclut Anderson, en s'interrogeant sur le sens du mouvement anti-guerre. Pourquoi maintenant, alors que les opinions sont restées très largement indifférentes aux précédentes interventions ? Il voit trois raisons principales : l'impopularité de l'administration Bush (qui contraste avec l'image positive de l'administration Clinton), une mise en scène médiatique moins efficace, et surtout un sentiment de peur face au risque de représailles « terroristes » : 280 millions d'Arabes, ce n'est ni le Panama, ni la Grenade, ni la Serbie. Il faudrait y ajouter les divisions inter-impérialistes qui ont favorisé la mobilisation des opinions publiques, et surtout la montée depuis une dizaine d'années des mouvements sociaux (l'esprit de Seattle et de Porto Alegre).

Anderson redoute en conséquence, qu'en cas de victoire militaire rapide de la coalition américano-britannique, un soulagement consensuel puisse succéder à la crainte et provoquer un effritement rapide des mobilisations. Il reconnaît cependant le caractère inévitablement composite d'un mouvement aussi massif et salue son rôle positif, par-delà sa diversité : « Les grands mouvements de masse ne doivent pas être jugés selon des critères logiques étroits. Quelles que soient leurs raisons, les multitudes qui ont manifesté contre la guerre en Irak ont infligé un camouflet aux gouvernements impliqués. Ils mobilisent en tout cas beaucoup de jeunes qui n'ont pas été confrontés aux épreuves précédentes. Mais si ce mouvement entend durer, il devra aller bien au-delà des affinités de fan-club, des politiques du spectacle, ou de l'éthique de la peur. Car cette guerre ne sera pas comme celle du Vietnam. Elle sera brève et brutale. Et rien ne permet de garantir qu'elle débouchera sur une justice poétique. Une opposition à la guerre fondée exclusivement sur la prudence ne survivrait pas au triomphe. Une résistance durable aux puissances dominantes doit chercher d'autres fondements principiels ». En effet. Ces fondements se trouvent du côté d'un internationalisme renouvelé qui n'apporte certes pas de réponse à tous les problèmes de l'organisation du monde, de la place des souverainetés ou du droit international, mais fournit un fil conducteur pour les aborder.

L'article de Perry Anderson peut constituer une saine provocation. Mais sa tournure volontairement cynique ne répond guère aux questions posées. La conclusion reste vague : « Quelles conclusions tirer ? Simplement ceci : que se lamenter des brutalités de Bush ou de Blair reviendrait seulement à sauver les meubles. Les controverses sur la guerre imminente [l'article était écrit avant le début des opérations] devraient plutôt porter en priorité sur le traitement spécial préalablement infligé à l'Irak par l'Onu, au lieu de se perdre dans des considérations secondaires pour savoir s'il vaut mieux continuer à étrangler lentement ce pays, ou le noyer tout de suite dans la misère. » S'opposer à la guerre « avec ou sans l'Onu », bien sûr. Contester l'architecture institutionnelle mondiale, l'OMC, le Conseil de Sécurité, d'accord. Mais la critique du cosmopolitisme impérial ne saurait se satisfaire d'un retour à la diplomatie inter-étatique traditionnelle ?

À l'heure où nous écrivons ces lignes, la bataille fait rage. L'issue ne fait guère de doute. Spéculer sur les différents scénarios d'après-guerre peut être stimulant pour l'imagination. Mais les variables sont si nombreuses que la plupart des hypothèses avancées seront démenties. La tâche prioritaire reste à la mobilisation et à la préparation des grandes échéances d'ores et déjà fixées :

le sommet du G8 à Evian en juin 2003, la réunion de l'OMC à Cancun (avec à l'ordre du jour la discussion sur les services et sur la propriété intellectuelle) en septembre, le Forum social européen de Saint-Denis en novembre. Ces rendez-vous définissent un calendrier d'initiatives permettant d'animer les multiples comités et collectifs apparus. Ainsi, le développement et l'élargissement de l'action sont parfaitement compatibles avec un approfondissement de la réflexion sur la logique de guerre, ses origines (bien antérieures au 11 septembre 2001), et ses enjeux.

Le 26 mars 2003

1 André Suarès, « Sur la Vie », in *Idées et Visions*, Bouquins, Robert Laffont, Paris, 2002.
2 Éditeur de la *New Left Review* britannique.

Dossier : identité, égalités et différences

Dossier coordonné par
Josette Trat,
Sébastien Chauvin
et Patrick Simon